

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Ivry-sur-le-Lac

Code géographique : 78042

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jean-Raymond Dufresne, atteste la véracité du rapport financier

de Ivry-sur-le-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-03-10 Signature _____

Dernière modification : 2011-03-10 07:27:01

Réservé au ministère

1 610 623	464 781	1 105 632	,4726
-----------	---------	-----------	-------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15,16,23-1,23-2 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Budget

Les données présentées à titre de budget de l'exercice terminé au 31 décembre 2010 ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques, conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ce budget.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Comptables agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CA auditeur
SAINTE-AGATHE-DES-MONTSDATE 2011-03-10

Dernière modification : 2011-03-10 07:27:01

Réservé au ministère

1 610 623	464 781	1 105 632	0,4726
-----------	---------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-03-10 07:27:01

Réservé au ministère

1 610 623	464 781	1 105 632	0,4726
-----------	---------	-----------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
1 Taxes	1 093 450	1 105 632		1 105 632	1 043 412
2 Paiements tenant lieu de taxes					
3 Quotes-parts					
4 Transferts	56 500	83 436		83 436	54 543
5 Services rendus	3 650	6 572		6 572	51 364
6 Imposition de droits	40 805	84 810		84 810	40 704
7 Amendes et pénalités	400	1 202		1 202	1 621
8 Intérêts	2 200	8 333		8 333	7 832
9 Autres revenus		59 872		59 872	36 337
10	1 197 005	1 349 857		1 349 857	1 235 813
Investissement					
11 Taxes					
12 Quotes-parts					
13 Transferts	106 000	299 377		299 377	102 518
14 Autres revenus					
15 Contributions des promoteurs					
16 Autres					
17 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	106 000	299 377		299 377	102 518
18	1 303 005	1 649 234		1 649 234	1 338 331
Charges					
19 Administration générale	356 320	377 186		383 395	327 849
20 Sécurité publique	247 748	247 407		247 407	247 786
21 Transport	274 607	273 663		321 162	280 354
22 Hygiène du milieu	88 119	137 170		137 170	84 715
23 Santé et bien-être					
24 Aménagement, urbanisme et développement	57 957	47 220		47 220	67 829
25 Loisirs et culture	14 479	12 055		17 846	13 620
26 Réseau d'électricité					
27 Frais de financement	30 875	30 253		30 253	33 014
28 Amortissement des immobilisations	52 982	59 499	(59 499)		
29	1 123 087	1 184 453		1 184 453	1 055 167
30	179 918	464 781		464 781	283 164
Excédent (déficit) de l'exercice					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	179 918	464 781	283 164
Moins: revenus d'investissement	2 (	106 000 ) (	299 377 ) (	102 518)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	73 918	165 404	180 646
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	52 982	59 499	46 058
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur	7			
	8	52 982	59 499	46 058
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		1 831	
	15		1 831	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	53 900 ) (	53 900 ) (	51 400)
	18	(53 900)	(53 900)	(51 400)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	73 000 ) (	3 737 ) (	38 940)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		30 000	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21		(2 256)	(28 737)
Montant à pourvoir dans le futur	22			
Financement des investissements en cours	23			
	24	(73 000)	24 007	(67 677)
	25	(73 918)	31 437	(73 019)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		196 841	107 627

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	106 000	299 377	102 518
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	14 000 )	)	( 4 617)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 (	165 000)	374 594)	269 946)
Hygiène du milieu	5 ()))
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 (	)	66 956)	11 177)
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	179 000)	441 550)	285 740)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 (	)	1 930)	349)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	73 000	3 737	38 940
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		9 374	145 000
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16		65 149	11 177
	17	73 000	78 260	195 117
	18	(106 000)	(365 220)	(90 972)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19		(65 843)	11 546

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	241 781	244 739	217 281
Charges sociales	2	51 205	50 506	44 122
Biens et services	3	583 313	639 273	559 281
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	28 875	28 173	30 814
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	2 000	2 080	2 200
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	162 931	160 183	153 857
Autres	10			
Autres organismes	11			1 554
Amortissement des immobilisations	12	52 982	59 499	46 058
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	1 123 087	1 184 453	1 055 167

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	1 093 450	1 105 632	1 043 412
Paiements tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3			
Transferts	4	162 500	382 813	157 061
Services rendus	5	3 650	6 572	51 364
Imposition de droits	6	40 805	84 810	40 704
Amendes et pénalités	7	400	1 202	1 621
Intérêts	8	2 200	8 333	7 832
Autres revenus	9		59 872	36 337
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 303 005	1 649 234	1 338 331
Charges				
Administration générale	12	362 183	383 395	327 849
Sécurité publique	13	247 748	247 407	247 786
Transport	14	317 871	321 162	280 354
Hygiène du milieu	15	88 119	137 170	84 715
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	57 957	47 220	67 829
Loisirs et culture	18	18 334	17 846	13 620
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	30 875	30 253	33 014
	21	1 123 087	1 184 453	1 055 167
Excédent (déficit) de l'exercice	22	179 918	464 781	283 164
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		1 145 842	862 678
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		1 145 842	862 678
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		1 610 623	1 145 842

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	179 918	464 781	283 164
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	179 000 ) (	441 550 ) (	285 740)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	52 982	59 499	46 058
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur	6			
	7	(126 018)	(382 051)	(239 682)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		6 009	(2 367)
Variation des autres actifs non financiers	10		268	3 883
	11		6 277	1 516
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	53 900	89 007	44 998
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(279 944)	(324 942)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(279 944)	(324 942)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(190 937)	(279 944)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 8 863	164 486
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3 369 711	152 551
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	5 3 866	3 767
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 382 440	320 804
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires	11	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12 52 015	25 270
Revenus reportés (note 11)	13 1 362	1 578
Dette à long terme (note 12)	14 520 000	573 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 573 377	600 748
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17 (190 937)	(279 944)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 13)	18 1 788 678	1 406 627
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	
Stocks de fournitures	20 7 333	13 342
Autres actifs non financiers (note 15)	21 5 549	5 817
	22 1 801 560	1 425 786
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 1 610 623	1 145 842
Engagements contractuels (note 16)		
Éventualités (note 17)		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	464 781	283 164
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	59 499	46 058
Autres			
-Provision moins value sur plac	3	1 831	
-	4		
	5	526 111	329 222
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(217 160)	(72 046)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	26 745	(56 717)
Revenus reportés	11	(216)	1 578
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	6 009	(2 367)
Autres actifs non financiers	15	268	3 883
	16	341 757	203 553
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(441 550)	(285 740)
Produit de cession	18		
	19	(441 550)	(285 740)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	(1 930)	(349)
Remboursement ou cession	21		
	22	(1 930)	(349)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(53 900)	(51 400)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(53 900)	(51 400)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(155 623)	(133 936)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	164 486	298 422
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	8 863	164 486

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec. La municipalité résulte de la défusion entre la Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac et la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts suite aux résultats du scrutin référendaire tenu en juin 2004 en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (Loi no 9).

Conformément aux dispositions de cette loi, les villes demeurent toutefois liées et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Sainte-Agathe-des-Monts tel qu'il existait au 17 décembre 2004.

2. Principales méthodes comptables**A) Périmètre comptable**

La municipalité a payé 160 183 \$ en quote-part de la MRC des Laurentides.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode d'exercice.

C) Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont présentées au bilan à la valeur amortie.

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux et est établie en fonction de la durée de vie utile selon la méthode linéaire sur les durées suivantes:

Travaux d'infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules lourds et machinerie lourde	20 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

s/o

H) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 282	63 175
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
Le poste encaisse comprend 282 \$ réservés au fonds de parc et terrain de jeux		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 30 815	74 798
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 15 522	24 845
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 312 021	15 900
Organismes municipaux	8	
Autres		
- Droit de mutation	9 7 842	8 076
- autres	10 3 511	28 932
	11 369 711	152 551
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22 3 866	3 767
Autres placements	23	
	24 3 866	3 767
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	7 561
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	7 561
	8 994	8 994

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	36 475	13 001
Salaires et avantages sociaux	38	10 981	5 682
Dépôts et retenues de garantie	39		440
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts	42	4 559	5 031
-	43		1 116
-	44		
-	45		
-	46		
	47	52 015	25 270

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 362	1 578
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52	1 362	1 578

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	5,00	5,00	2013	2013	53	520 000	573 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	520 000	573 900
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	()	()
					61	520 000	573 900

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2010</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2011	62	70	56 700	78	87	95	56 700
2012	63	71	59 500	79	88	96	59 500
2013	64	72	403 800	80	89	97	403 800
2014	65	73		81	90	98	
2015	66	74		82	91	99	
2016 et +	67	75		83	92	100	
	68	76	520 000	84	93	101	520 000
Intérêts et frais accessoires				85	()	102	()
	69	77	520 000	86	94	103	520 000

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104		132		159		186	
Eaux usées	105		133		160		187	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	1 459 170	134	426 168	161	188		1 885 338
Autres	107		135		162		189	
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	199 155	137	5 711	164	191		204 866
Améliorations locatives	110		138		165		192	
Véhicules	111	78 496	139		166		193	78 496
Ameublement et équipement de bureau	112	60 986	140		167		194	60 986
Machinerie, outillage et équipement divers	113	16 866	141	9 671	168	195		26 537
Terrains	114	16 947	142		169		196	16 947
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>1 831 620</u>	144	<u>441 550</u>	171		198	<u>2 273 170</u>
Immobilisations en cours	117		145		172		199	
	118	<u>1 831 620</u>	146	<u>441 550</u>	173		200	<u>2 273 170</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119		147		174		201	
Eaux usées	120		148		175		202	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	206 380	149	43 937	176	203		250 317
Autres	122		150		177		204	
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	108 763	152	5 050	179	206		113 813
Améliorations locatives	125		153		180		207	
Véhicules	126	44 589	154	5 674	181	208		50 263
Ameublement et équipement de bureau	127	51 010	155	4 028	182	209		55 038
Machinerie, outillage et équipement divers	128	14 251	156	810	183	210		15 061
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>424 993</u>	158	<u>59 499</u>	185		212	<u>484 492</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>1 406 627</u>					213	<u>1 788 678</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	5 549	5 817
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	5 549	5 817

Note**16. Engagements contractuels**

Au cours de l'exercice, la municipalité s'est engagée par contrats pour un montant total de 587 917 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

2011	-	585 913	\$
2012	-	2 004	\$

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La municipalité dispose d'une marge de crédit de 100 000 \$ au 31 décembre 2010, le tout porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable annuellement.

b) Auto-assurance

S.O

c) Poursuites

S.O

d) Autres

S.O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

19. Données budgétaires

S/O

20. INSTRUMENTS FINANCIERS

Pour certains instruments financiers de la municipalité dont l'encaisse, les débiteurs et les créditeurs, les valeurs comptables sont comparables aux justes valeurs en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Pour les dettes à long terme, les justes valeurs sont essentiellement comparables aux valeurs comptables du fait qu'elles portent intérêts à des taux couramment utilisés sur le marché.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 337 797	180 330
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 282	63 175
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	65 843
Investissement net dans les éléments à long terme	5 1 272 544	836 494
	6 1 610 623	1 145 842

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté		
-	7	
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
Réserves financières		
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	21	
Fonds parcs et terrains de jeux	22 282	63 175
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	
Fonds d'amortissement	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	
Autres		
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 282	63 175
	33 282	63 175

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	65 843
Investissements à financer	46 () (
	47	65 843
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	1 788 678
Propriétés destinées à la revente	49	1 406 627
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	3 866
Participations dans des entreprises municipales	52	3 767
	53	1 792 544
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	520 000
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	573 900
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () (
	58	520 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	573 900
	60	520 000
	61	1 272 544
		836 494

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>8 994</u>	<u>7 561</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	520 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	520 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	13 940
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	46 368
Endettement total net à long terme	19	580 308
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	837 282
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	1 417 590
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	781 482	790 582	727 656
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	243 718	246 703	245 115
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 025 200	1 037 285	972 771
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	68 250	68 347	67 381
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	68 250	68 347	67 381
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			3 260
Autres	23			
	24			3 260
	25	68 250	68 347	70 641
	26	1 093 450	1 105 632	1 043 412

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39		
	40		
	41		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	42 000	10 000
Sécurité publique			37 381
Police	54		33 769
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		15 000
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		2 373
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		3 880
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	42 000	65 022
			37 381

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	106 000	
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	299 377	102 518
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	106 000	299 377
			102 518

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	14 500	15 522	10 465
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138		2 892	6 697
	139	14 500	18 414	17 162
TOTAL DES TRANSFERTS	140	162 500	382 813	157 061

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		47 962
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		47 962
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182		47 962

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	450	3 180	382
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194	3 200	3 392	3 020
Réseau d'électricité	195			
	196	3 650	6 572	3 402
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	3 650	6 572	51 364
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	2 805	3 000	2 921
Droits de mutation immobilière	199	38 000	81 810	37 783
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	40 805	84 810	40 704
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	400	1 202	1 621
INTÉRÊTS	204	2 200	8 333	7 832
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		59 872	36 337
	212		59 872	36 337

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	61 215	57 256	57 256	55 007
Application de la loi	2	600	335	335	760
Gestion financière et administrative	3	251 655	275 313	6 209	230 727
Greffé	4				934
Évaluation	5	32 850	32 722	32 722	32 030
Gestion du personnel	6				
Autres	7	10 000	11 560	11 560	8 391
	8	356 320	377 186	6 209	327 849
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	243 806	243 578	243 578	244 006
Sécurité incendie	10	3 192	3 179	3 179	3 180
Sécurité civile	11				
Autres	12	750	650	650	600
	13	247 748	247 407	247 407	247 786
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	108 961	112 766	47 499	135 490
Enlèvement de la neige	15	141 690	139 529	139 529	123 843
Éclairage des rues	16	22 000	19 420	19 420	19 281
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	1 956	1 948	1 948	1 740
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	274 607	273 663	47 499	280 354
				321 162	

**ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					62 625
Collecte et transport	27	67 519	66 390	66 390	7 330
Élimination	28		49 888	49 888	
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	20 600	20 892	20 892	14 760
Autres	39				
	40	88 119	137 170	137 170	84 715
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41				
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44				
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	49 791	39 085	39 085	60 001
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	8 166	8 135	8 135	7 828
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51				
	52	57 957	47 220	47 220	67 829

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Budget 2010		Réalizations 2010		Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55	6 700	5 593	5 593	4 797
Parcs et terrains de jeux	56	1 100		5 791	5 649
Parcs régionaux	57	5 179	6 462	6 462	
Expositions et foires	58				
Autres	59	1 500			3 174
	60	14 479	12 055	17 846	13 620
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62				
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66				
	67	14 479	12 055	17 846	13 620
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	28 875	28 173	28 173	30 814
Autres frais	70				
Autres frais de financement	71				
Avantages sociaux futurs	72	2 000	2 080	2 080	2 200
Autres	73	30 875	30 253	30 253	33 014
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
74		52 982	59 499	59 499	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la MUNICIPALITÉ D'IVRY-SUR-LE-LAC (ci-après «la Municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions [je planifie et réalise] l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Comptables agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CA auditeur
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

DATE 2011-03-10

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-10 07:27:01

Dernière modification : 2011-03-10 07:27:01

Réservé au ministère

1 610 623	464 781	1 105 632	0,4726
-----------	---------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		1 105 632
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 1 105 632

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		1 105 632
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		1 105 632
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		1 105 632

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1 <u>233 440 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2 <u>234 414 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>233 927 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>1 105 632</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>233 927 500</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6 , 4 | 7 | 2 | 6 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalizations 2010	Réalizations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	165 000	374 594
Ponts, tunnels et viaducs	7		235 972
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	51 574	10 227
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	14 000	
Édifices communautaires et récréatifs	14		5 711
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		33 974
Ameublement et équipement de bureau	18		5 567
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 671	
Terrains	20		
Autres	21		
	22	179 000	441 550
			285 740

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes		
Conduites d'eau potable	23	
Usines de traitement de l'eau potable	24	
Usines et bassins d'épuration	25	
Conduites d'égout	26	
Infrastructures pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	27	
Usines de traitement de l'eau potable	28	
Usines et bassins d'épuration	29	
Conduites d'égout	30	
	31	

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	573 900	24	47		53 900	70	520 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25	48			71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec								
et ses entreprises	3		26	49			72	
Organismes municipaux	4		27	50			73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28	51			74	
Autres	6		29	52			75	
	7	573 900	30	53		53 900	76	520 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31	54			77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32	55			78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres								
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10		33	56			79	
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	573 900	34	57		53 900	80	520 000
	12		35	58			81	
	13	573 900	36	59		53 900	82	520 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises								
Organismes municipaux	14		37	60			83	
Autres tiers	15		38	61			84	
Autres tiers	16		39	62			85	
Autres	17		40	63			86	
	18		41	64			87	
Prêts	19		42	65			88	
	20		43	66			89	
	21	573 900	44	67		53 900	90	520 000
<i>Déduire</i>								
Dette en cours de refinancement	22		45	68			91	
	23	573 900	46	69		53 900	92	520 000

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	32 850	32 722	32 030
Autres	3	45 069	44 898	44 834
Sécurité publique				
Police	4		3 179	3 180
Sécurité incendie	5	3 192		
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 956	1 948	1 740
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	66 519	66 390	62 625
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	8 166	8 135	7 828
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	5 179	2 911	1 620
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	162 931	160 183	153 857

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹			
Administration municipale								
Cadres et contremaîtres	1	1,00	18	35	28	38	16 442	82 817
Professionnels	2		19		29	39		
Cols blancs	3	3,00	20	35	30	40	127 635	31 618
Cols bleus	4		21		31	41		
Policiers	5		22		32	42		
Pompiers	6		23		33	43		
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		24		34	44		
	8	4,00	25		35	45	194 010	48 060
	9	7,00	26		36	46	50 729	2 446
Élus	10	11,00	27		37	47	244 739	50 506
								295 245

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert	
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53
Traitement des eaux usées	50	54
Réseaux d'égout	51	55
		56
		57
		58
		59

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale										
Application de la loi	1	335	27	53	335	79	3 179	105	(2 844)	131
Évaluation	2	32 722	28	54	32 722	80		106	32 722	132
Autres	3	344 129	29	55	350 338	81		107	350 338	133
	4	377 186	30	56	383 395	82	3 179	108	380 216	134
Sécurité publique										
Police	5	243 578	31	57	243 578	83		109	243 578	135
Sécurité incendie	6	3 179	32	58	3 179	84		110	3 179	136
Sécurité civile	7		33	59		85		111		137
Autres	8	650	34	60	650	86		112	650	138
	9	247 407	35	61	247 407	87		113	247 407	139
Transport										
Réseau routier										
Voirie municipale	10	112 766	36	62	160 265	88		114	160 265	140
Enlèvement de la neige	11	139 529	37	63	139 529	89		115	139 529	141
Autres	12	19 420	38	64	19 420	90		116	19 420	142
Transport collectif	13	1 948	39	65	1 948	91		117	1 948	143
Autres	14		40	66		92		118		144
	15	273 663	41	67	321 162	93		119	321 162	145
Hygiène du milieu										
Eau et égout										
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42	68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43	69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44	70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45	71		97		123		149
Matières résiduelles										
Déchets domestiques et assimilés	20	116 278	46	72	116 278	98		124	116 278	150
Matières recyclables	21		47	73		99		125		151
Autres	22		48	74		100		126		152
Cours d'eau	23		49	75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	20 892	50	76	20 892	102		128	20 892	154
Autres	25		51	77		103		129		155
	26	137 170	52	78	137 170	104		130	137 170	156

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157		172	187	202			217		232
Sécurité du revenu	158		173	188	203			218		233
Autres	159		174	189	204			219		234
	160		175	190	205			220		235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161		176	191	39 085	206		221	39 085	236
Rénovation urbaine	162		177	192	207			222		237
Promotion et développement économique	163		178	193	8 135	208		223	8 135	238
Autres	164		179	194	209			224		239
	165		180	195	47 220	210		225	47 220	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166		181	196	17 846	211		3 393	14 453	241
Activités culturelles	167		182	197		212		227		242
Bibliothèques	168		183	198		213		228		243
Autres	169		184	199	17 846	214		3 393	14 453	244
	170		185	200		215		230		245
Réseau d'électricité										
	171		186	201	1 154 200	216		6 572	1 147 628	246
										30 253

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	441 550	285 740
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	441 550	285 740

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	180 330	217 703
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	180 330	217 703
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	196 841	107 627
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(30 000)	
Activités d'investissement	6	(9 374)	(145 000)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	157 467	(37 373)
Solde à la fin de l'exercice	11	337 797	180 330
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	63 175	45 615
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	63 175	45 615
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	2 256	28 737
Activités d'investissement	16	(65 149)	(11 177)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		
Financement des investissements en cours	18		
	19	(62 893)	17 560
Solde à la fin de l'exercice	20	282	63 175

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	28 ()	()
Autres	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31	
	32	
Solde à la fin de l'exercice	33 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 65 843	54 297
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36 65 843	54 297
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 (65 843)	11 546
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	38	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	39	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	40	
	41 (65 843)	11 546
Solde à la fin de l'exercice	42	65 843
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 836 494	545 063
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 836 494	545 063
Variation de l'exercice	46 436 050	291 431
Solde à la fin de l'exercice	47 1 272 544	836 494

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	_____
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	_____
	5	_____
Diminution		
	6	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	_____

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
	1	2	3	4	5	6	7
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 3 | 3 | 5 | 4 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| 0 | , | 1 | 0 | 4 | 6 | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | | , | | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | | , | | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | | , | | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | | , | | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	[][][][] , [][]	\$
Égout	2	[][][][] , [][]	\$
Eau et égout	3	[][][][] , [][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][]	\$
Matières résiduelles	5	[1][5][0] , [0][0]	\$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6	[][] , [][][][]	%
---	-----------------------	---

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	500	20 <input type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 601 CHEMIN DE LA GARE
(no) (rue)
IVRY-SUR-LE-LAC J8C 2Z7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 321-2332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 321-3089
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ivry-sur-le-lac.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom JEAN-RAYMOND DUFRESNE

Téléphone (819) 321-2332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 321-3089
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ivry-sur-le-lac.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom AMYOT GÉLINAS, SENC

Titre COMPTABLES AGRÉÉS

Adresse 124 RUE SAINT-VINCENT
(no) (rue)
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS J8C 2B1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-3400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 324-8839
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christian@amyotgelinas.com

Responsable du dossier CHRISTIAN GÉLINAS, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-10 07:27:01

Dernière modification : 2011-03-10 07:27:01

Réservé au ministère

1 610 623	464 781	1 105 632	0,4726
-----------	---------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Ivry-sur-le-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 464 781 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 1 105 632 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-10 07:27:01

Dernière modification : 2011-03-10 07:27:01

Réservé au ministère

1 610 623	464 781	1 105 632	0,4726
-----------	---------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)